Les Iraniens à l'étranger, une composante de la société iranienne

Amin Moghadam et Serge Weber

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3484>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3484

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 7-11

ISBN : 978-2-919040-33-9

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Amin Moghadam et Serge Weber, « Les Iraniens à l'étranger, une composante de la société iranienne », *Hommes & migrations* [En ligne], 1312 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3484> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.3484

LES IRANIENS À L'ÉTRANGER, UNE COMPOSANTE DE LA SOCIÉTÉ IRANIENNE

par AMIN MOGHADAM, université Aix-Marseille, chercheur associé à l'Urmis,
et SERGE WEBER, université Paris-Est Marne-la-Vallée, laboratoire Analyse comparée
des pouvoirs.

Au moment où nous écrivons cette introduction, un tournant historique est sans doute pris. Le 16 décembre 2015, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a pris la décision de "fermer le dossier nucléaire iranien". Cela promet des perspectives nouvelles pour les relations entre l'Iran et le reste du monde, en premier lieu celles que tissent les Iraniens de la diaspora. Pendant longtemps, les relations de l'Iran avec l'extérieur ont été limitées aux alliances avec ses partenaires régionaux. Mais les interactions entre les Iraniens de l'étranger, l'État et la société de l'intérieur constituent aussi un pouvoir influent¹. Les études consacrées à la diaspora iranienne ont souvent mis l'accent sur la rupture qui a marqué les départs forcés après la révolution et pendant les années de guerre. Or cette diaspora est aujourd'hui particulièrement hétérogène, du fait de sa stratification historique, et traversée par de multiples diffractions selon les périodes ou les causes des départs.

Les étapes historiques de la constitution d'"une" diaspora

Dès les années 1960, alors que régnait encore la monarchie Pahlavi, les revenus perçus par l'exportation du pétrole et l'application d'une série

de réformes de modernisation ont entraîné une transformation de la société iranienne. L'émergence de familles enrichies a fait basculer un système féodal ancré dans le monde rural vers une nouvelle bourgeoisie citadine. Ces familles ont commencé à voyager à l'extérieur de l'Iran, notamment en Occident (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France principalement), à faire du tourisme, à se former à l'étranger et à y envoyer leurs enfants pour leur éducation supérieure. Dans ces années, c'était encore une pratique élitiste, qui a contribué à faire du voyage un objet de curiosité et d'admiration pour tous ceux qui n'y avaient pas encore accès.

Avec l'avènement de la révolution islamique en 1979, une grande partie de ces étudiants à l'étranger est restée dans le pays d'études et d'autres membres de leur famille les ont rejoints en raison de leur proximité avec l'ancien régime ou de leur implication dans l'armée. À ces émigrés se sont ajoutés progressivement les sympathisants d'autres mouvements politiques qui avaient participé à la révolution mais qui en ont été rapidement écartés, voire exclus, par la consolidation du pouvoir autour de l'Ayatollah Khomeiny et des mouvements islamistes. Ces premières années du nouveau régime ont été vécues comme une rupture majeure et douloureuse par une partie de la population émigrée, qui a dû "couper les

1. Karim Persis (dir.) *Iranian Diaspora Studies*, numéro thématique, *Iranian Studies*, 2013, vol. 46, n° 1.

ponts” avec son pays et renoncer à tout projet de retour. La guerre avec l’Irak (1980-1988) a également causé le départ de nombre de jeunes hommes cherchant à éviter l’enrôlement et de familles fuyant le conflit. Très vite, dès les années 1990 marquées par la reconstruction, certains émigrés sont revenus en Iran, en particulier pour y faire des investissements. La création des zones franches, la politique d’ouverture économique et de libéralisation avaient pour objectif d’attirer ces capitaux de l’étranger. Cela s’est accompagné d’un épisode où les réformistes ont succédé aux “reconstructivistes”, avec l’élection

Une nouvelle bourgeoisie oligarchique, transnationale et en grande partie post-révolutionnaire a, au contraire, bénéficié indirectement des sanctions, en mettant ses ressources diasporiques au service d’organismes étatiques ou semi-publics.

de Mohammad Khatami (1998-2004), mettant l’accent sur l’opportunité de recréer des liens avec les Iraniens de l’étranger. Bien que la double nationalité ne fût pas autorisée, les autorités ont alors invoqué l’article 983 du Code civil iranien offrant la possibilité d’une nouvelle demande

de nationalité iranienne sans exiger de renoncer à la nationalité acquise dans d’autres pays, ouvrant ainsi la voie au retour. Pour autant, ces retours représentaient un risque, certains ayant fait l’objet d’arrestation à leur arrivée. Pendant ce temps, les tensions internationales sur le nucléaire commencent à se crispier dès le début des années 2000, suite à des soupçons relatifs à un programme de recherche nucléaire militaire. Les sanctions économiques à l’égard de l’Iran, qui existaient depuis la révolution, ont alors été durcies. C’est à partir de ce moment que l’Iran a eu paradoxalement plus que jamais besoin d’avoir des liens avec l’extérieur en étant mis à l’écart des échanges internationaux. Certains lieux évoqués dans ce volume, comme Istanbul, Dubaï ou Erevan deviennent alors des relais pour les échanges, rendus nécessairement informels.

Les élections de 2005 ont porté au pouvoir le conservateur Mahmoud Ahmadinejad, ce qui n’a pas amoindri la vivacité des liens économiques

entre les milieux politiques, les hommes d’affaires et l’étranger, alors même que le secteur formel des entreprises internationales a en grande partie quitté le pays. Une nouvelle bourgeoisie oligarchique, transnationale et en grande partie post-révolutionnaire a, au contraire, bénéficié indirectement des sanctions, en mettant ses ressources diasporiques au service d’organismes étatiques ou semi-publics. La tolérance de fait vis-à-vis des binationaux témoigne des relations d’interdépendance qui se sont tissées entre l’État et une partie de la diaspora. La médiatisation récente d’affaires de corruption est révélatrice, certes, des effets pervers des sanctions, mais aussi des opportunités dont les acteurs étatiques ou proches de l’État ont bénéficié. En effet, de nombreux affairistes impliqués ont construit leurs montages financiers sur des appuis diasporiques dans des pays aussi divers que la Malaisie, la Turquie, le Royaume-Uni ou les Émirats arabes unis.

La classe salariale et les petits entrepreneurs ont, pour leur part, subi les conséquences de la dépréciation du rial, d’une inflation qui a atteint un maximum de 40 % et d’un pouvoir d’achat qui a fortement diminué. Ce qu’on résume habituellement par le terme “sanctions” regroupe une série complexe de mesures sectorielles, uni- ou multilatérales, et a contribué à renforcer dans cette classe salariale non seulement des frustrations économiques et professionnelles, mais aussi la nécessité de recourir à l’étranger. Or, avec des ressources beaucoup plus restreintes, le voyage hors d’Iran peut plutôt se voir comme une stratégie d’adaptation, que tous n’ont pas les moyens de mettre en œuvre.

Un repli vers l’étranger proche

Partir pas loin, pour pas cher et pas forcément longtemps est devenu non seulement une nécessité mais aussi un certain art de vivre. Les voyages mêlent donc au tourisme des activités d’import-export plus ou moins occasionnelles, qui s’ap-

Parvaneh Borojani, Cité Internationale des arts, Paris, 1991.
© ISABELLE ESHRAGHI.

puient tant sur des liens de famille ou d'amitié que sur la connaissance d'opportunités territoriales (zones franches, frontalières, marchandes).

Les mouvements transfrontaliers, beaucoup plus anciens, des populations des périphéries iraniennes vers des territoires proches participent à ces mêmes dynamiques de voyages aux objectifs multiples, car ces populations (comme les Azéris, les Kurdes ou les Lârestani) maîtrisent ces espaces d'interface et bénéficient de leur ancrage territorial. Ces espaces proches mais étrangers deviennent alors lieux de rencontre, improbables à l'intérieur des frontières, entre des Iraniens d'origines variées, et où les représentations et stéréotypes des uns vis-à-vis des autres ne participent pas moins à leurs interactions. S'ajoute aussi dans

ces espaces un accès à un mode de consommation libéré à la fois des sanctions et des interdits imposés en Iran. Cet art du voyage a été précocement mis en lumière par les travaux pionniers de Fariba Adelkhah² et il est exploré par plusieurs articles de ce numéro (Mina Saidi, Amin Moghadam et Serge Weber).

Malgré une méfiance réciproque entre une partie des émigrés et les instances étatiques, l'État a pris conscience de cette incontournable ressource qu'il souhaite implicitement associer à sa politique de développement. L'existence du Haut-Conseil des Iraniens à l'étranger, directement lié à la présidence, et la multiplication récente des ONG en Iran, dont l'objectif est de créer des liens avec les Iraniens de l'étranger, sont deux signes avant-coureurs d'une

2. Fariba Adelkhah, *Les Mille et Une Frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*, Paris, CERI/Karthala, 2012.

politique diasporique. Cet effort de créer des liens est confronté aux paradoxes du système politique. La réélection contestée de M. Ahmadinedjad en 2009 a été suivie d'une répression qui a donné lieu à de nouvelles vagues d'émigration, en particulier chez les réformistes et les partisans du Mouvement

l'existence du Haut Conseil des Iraniens à l'étranger, directement lié à la Présidence, et la multiplication récente des ONG en Iran dont l'objectif est de créer des liens avec Iraniens de l'étranger sont deux signes avant-coureurs d'une politique diasporique.

vert, comme le montre l'article de Yuko Suzuki. Il est donc évident que la diaspora est socialement et politiquement kaléidoscopique, et interroge la politique diasporique et inclusive que l'État pourrait construire. Ainsi s'ouvre le chapitre délicat de la recomposition des liens d'appartenance, en particulier de l'exercice de

la citoyenneté. Celui-ci se construit à travers l'autonomisation de la diaspora vis-à-vis de l'État iranien, qui prend des formes multiples après trente-cinq ans de révolution islamique.

La mise en récit du voyage et de l'exil

Les artistes et écrivains iraniens de la diaspora évoquent souvent, à travers les différents modes d'expression qu'ils adoptent, le rapport qu'ils entretiennent avec leur pays d'origine, ou du moins leur expérience de migration. Ces productions littéraires et artistiques s'adressent autant à un public non iranien qu'aux Iraniens de la diaspora et, dans une certaine mesure, à ceux de l'intérieur de l'Iran. La prise en compte de l'hétérogénéité de leur audience se remarque souvent dans leurs œuvres et répond non seulement aux besoins de l'artiste en tant que créateur mais aussi en tant que porte-parole censé diffuser une autre image de l'Iran auprès d'une audience non familière avec ce pays. L'article de Sanaz Fotouhi montre comment les écrivains iraniens, en adoptant l'anglais comme langue d'écriture, inversent les rapports de pouvoir en essayant

d'influer sur les représentations négatives que les lecteurs non iraniens auraient de l'Iran post-révolutionnaire. La capacité d'agir évoquée par l'auteure à propos des écrivains iraniens est aussi valable pour des milliers d'individus iraniens qui grâce aux allers-retours qu'ils effectuent entre l'Iran et l'étranger relatent des histoires à propos de leur séjours en Iran aux interlocuteurs étrangers et tentent de modifier cette image négative.

Shahnaz Salami décrit l'expérience d'exil des écrivains iraniens de langue française, mettant plutôt l'accent sur la perte d'identité qu'impliquent le fait de ne pouvoir écrire dans sa langue maternelle, les frustrations de l'expérience de l'étrangeté et de "l'immigration intérieure". Ainsi, si l'affirmation progressive d'une identité hybride dans l'exil est possible, elle se fait au prix d'une certaine renonciation à l'attachement, déclinée selon les générations d'écrivains et les périodes d'émigration. Les stratégies de mise en discours des récits de voyage en Iran reflètent elles-mêmes l'ambiguïté des liens que les voyageurs entretiennent avec leur pays d'origine : d'une part, la nécessité de modifier l'image réductrice diffusée à travers les médias à propos de l'Iran et, d'autre part, le souhait de voir le pays se réformer vers un environnement de vie qui leur convient davantage. La multiplication de groupes sur des réseaux sociaux (comme Facebook ou Instagram) à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Iran qui diffusent des images et des écrits souvent en anglais sous les titres tels que "*Be familiar with real Iran*" illustre cette même dynamique. Enfin, la thématique diasporique alimente des publications en Iran même, comme dans la revue *Ravâyat* (*Narrative*)³.

Les enjeux de la citoyenneté à distance

Le fait que l'élection soit devenue une occasion importante pour le citoyen iranien à l'étranger constitue un changement majeur. Le vote à dis-

3. Dossier *Ranj-e-bi vatani. Ravâyat-e- shâdihâ va ranjhâyeḥ mohâjerat* (Souffrance d'être sans patrie : la narration des joies et des souffrances des migrations), *Ravâiat*, n° 3, février-mars 2015.

tance a révélé l'importance des liens entre les Iraniens de l'étranger et le gouvernement. Aller voter exprime le désir de maintenir le lien avec le pays d'origine, suppose un droit qui est reconnu par l'État iranien, mais dessine aussi une nouvelle frontière entre ceux qui souhaitent et peuvent voter et ceux qui ne veulent pas ou, pour des raisons diverses, notamment politiques, ne peuvent pas participer aux élections. De même, le vote à distance nécessite aussi un accès effectif à ce droit, qui est parfois bafoué lorsque les représentations diplomatiques iraniennes sont fermées du fait des sanctions. C'est ce que montre Leila Koochakzadeh dans le cas des Iraniens du Canada, qui se mobilisent pour organiser des élections symboliques dans ce pays.

Un événement récent illustre cette revendication de la double appartenance. La proposition récente de la loi HR-158 au Congrès américain d'obliger les binationaux et les Européens qui sont allés en Iran, en Syrie, au Soudan ou en Irak lors des cinq dernières années à faire une demande de visa pour les États-Unis a suscité une mobilisation très forte dans la communauté et les lobbies iraniens aux États-Unis. Bien que ces efforts n'aient finalement pas empêché la ratification de cette loi, des associations comme National Iranian American Council⁴ et Iranian Alliances Across Borders⁵, par exemple, ont défendu les droits des Irano-Américains. Elles ont rappelé que l'adoption de cette loi pourrait créer une catégorie de "citoyens de deuxième classe"⁶ dans la société américaine. Elles évoquent en même temps les difficultés auxquelles l'État iranien devrait faire face, notamment dans le secteur du tourisme, qui pourtant fait désormais l'objet de toutes les ambitions de développement pour l'après-sanctions.

Les espaces migratoires : perspectives pour de nouvelles recherches

L'élargissement de l'horizon géographique des trajectoires de migrants et de voyageurs iraniens nous incite à mener de nouvelles études qui prennent en compte l'émergence de nouvelles destinations, en particulier en Asie. En effet, certaines centralités diasporiques ont fait l'objet d'études déjà anciennes, en particulier la communauté iranienne de Los Angeles, "Teherangeles"⁷, en Europe avec la Belgique⁸ ou encore en Suède⁹, en Australie ou au Canada. Il ne faudrait pas oublier que l'Iran est aussi un pays d'immigration, comme nous le rappelle Safinaz Jadali dans ce volume : l'accueil de réfugiés, essentiellement afghans et dans une moindre mesure irakiens a renouvelé le cadre juridique de l'asile, la mobilisation des organisations non gouvernementales et l'application de certains droits. Parallèlement, des phénomènes de migration de retour sont observables, en particulier parmi les émigrés diplômés, sans pour autant rompre les liens avec l'étranger, notamment entrepreneuriaux¹⁰. Du fait de la restriction des possibilités de voyage vers l'Europe ou les États-Unis, de plus en plus d'Iraniens privilégient de nouvelles destinations, notamment en Asie, comme la Malaisie, qui restent encore peu étudiés. Ainsi, les départs mais aussi les retours et les voyages prennent de multiples formes et contribuent à la formation de cette *iranité off-shore* des mille et une frontières de l'Iran que décrit Fariba Adelkhah, en même temps qu'ils renforcent le rayonnement régional de l'Iran et sa participation à la mondialisation, ce qui contribue à faire d'elle une puissance diasporique. ■

4. www.niacouncil.org/ 5. <http://iranianalliances.org/about/mission>

6. <https://theintercept.com/2015/12/18/congress-just-put-iranian-americans-and-others-at-risk-for-becoming-second-class-citizens>.

7. Hamid Naficy, *The Making of Exile Cultures, Iranian Television in Los Angeles*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993 ; Fariba Adelkhah, "Les Iraniens de Californie : si la République islamique n'existait pas...", in *Les Études du CERI*, n° 75, 2001 ; Colby Anita, Friedlander Jonathan, Kelley Ron, *Iranages: Iranians in Los Angeles*, University of California Press, 1993.

8. Nader Vahabi, *La Migration iranienne en Belgique, une diaspora par défaut*, Paris, L'Harmattan, 2011.

9. Khosravi Shahram, "Gender and ethnicity among Iranian men in Sweden", in *Journal of Iranian Studies*, vol. 42, n° 4.

10. Leili Sreberni-Mohammadi, "Coffe shops and cigarettes : on the 'return' to Tehran of young diasporic Iranians", in *Iranian Studies*, vol. 46, n° 1, 2013, pp. 115-130.